

## **Pour une participation active et compétente de tous dans des sociétés numériques résilientes :**

# LE BESOIN DE LITTÉRATIE MÉDIATIQUE ET INFORMATIONNELLE POUR TOUS LES GROUPES D'ÂGE

### **Introduction**

#### **Contexte**

- Une Europe numérique centrée sur les citoyens.
- Droits de l'homme, participation et bien-être des personnes âgées à l'ère de la numérisation
- Médias et information : pierres angulaires d'une société démocratique

#### **Le droit de participer à la société numérique**

- Inclure des objectifs et des initiatives appropriés pour les personnes âgées dans les politiques de numérisation
- Par conséquent, l'ESU appelle à ...

### **Conclusion**

## **Introduction**

Au fil des ans, la technologie numérique a changé notre monde et nos modes de vie. Plus que jamais, pendant la récente pandémie de COVID-19, l'information numérique, la communication numérique et les instruments numériques en tout genre se sont avérés d'une importance capitale. Il est inévitable que nous fassions tous partie de cette transformation numérique et c'est pourquoi l'éducation numérique est devenue un impératif incontournable à l'ère du numérique.

Il est devenu clair que l'accès à l'internet doit être considéré comme 'un bien commun', au même titre que l'électricité ou l'eau. Pendant que la pandémie se propageait à travers l'Europe, l'accès à l'internet a été la clé à l'information, à l'apprentissage, au commerce, au télétravail, aux achats, aux jeux et autres formes de divertissement. Mais l'accès à Internet a également été nécessaire à la communication avec ses proches, pour célébrer, se souvenir, chercher de l'information sur la santé et les services. La connectivité numérique et l'usage fréquent de l'internet se sont imposés non seulement dans un contexte

professionnel, mais tout le monde sans exception était censé être capable de se servir de l'internet et s'être adapté à l'ère numérique. Ceci n'est cependant pas encore la réalité pour ceux qui en ont besoin, surtout pour d'importants groupes de seniors. Alors que l'utilisation accrue d'outils numériques a révélé les opportunités offertes par la numérisation, elle révélait en même temps la vulnérabilité de nos sociétés face aux inégalités numériques.

Les personnes âgées sont souvent parmi les personnes qui ne bénéficient pas pleinement du potentiel de la numérisation, qui restent hors ligne ou qui n'ont pas de services à bande large, ce qui s'explique par de nombreuses raisons. Ainsi, les personnes âgées sont davantage exposées à l'exclusion sociale car l'exclusion numérique et l'exclusion sociale sont intrinsèquement liées. Or, il existe une responsabilité universelle de protéger les droits humains de chaque personne, y compris ses droits à communiquer hors ligne ou en ligne, et de participer à la société.

Cette transformation numérique ne pourrait être que le début. De nombreuses autres innovations numériques viendront influencer le monde et notre vie quotidienne. Alors que de plus en plus d'informations deviennent numériques, nos citoyens vont continuer à expérimenter la transformation numérique dans leur travail et leur vie.

C'est pourquoi, l'Union européenne des seniors (l'ESU) a étudié de manière soutenue le thème de la numérisation. Dans une récente déclaration sur 'Les personnes âgées et l'inclusion numérique dans la société de l'information d'aujourd'hui' (23 mars 2021), l'ESU appelle les gouvernements et les organisations intéressées à promouvoir et à définir les outils nécessaires au développement de communautés numérisées dignes de confiance et l'inclusion de tous – ce qui inclut entièrement les générations plus âgées à l'ère numérique.

Tout le monde a le droit de vieillir dans la dignité, de partager ses expériences et de développer ses aptitudes à participer à tous les domaines de la société, y compris dans un monde numérisé, changeant sans cesse. L'UES et ses associations membres sont prêtes à promouvoir et à créer les infrastructures nécessaires dans leurs milieux de vie afin de permettre à leurs concitoyens d'optimiser leurs capacités, en particulier leurs compétences à utiliser les médias et les informations numériques, pour faire face aux défis numériques et profiter des opportunités de la connectivité dans la société d'aujourd'hui.

Dans la présente résolution, nous soulignons la nécessité de permettre l'éducation aux médias et à l'information pour tous. L'accès à l'internet et l'acquisition de compétences de base en matière de médias et d'information sont les premières étapes pour utiliser et comprendre la communication numérique dans l'espace privé et public, et lutter contre l'augmentation récente de la fraude sur l'internet, de la désinformation, des discours de haine et du harcèlement en ligne.

Nous commencerons par décrire quelques développements politiques récents concernant les seniors et la numérisation. Ensuite, nous soulignerons nos préoccupations et nos propositions pour inclure les seniors comme groupes cibles dans la promotion de l'éducation aux médias et à l'information. Sans oublier bien sûr que non seulement les Etats et les gouvernements à plusieurs niveaux ont un rôle à jouer mais aussi les acteurs publics et privés et les associations de la société civile, dont l'ESU.

# Contexte

## Une Europe numérique, centrée sur les citoyens

La numérisation a le potentiel nécessaire pour fournir des solutions adéquates à plusieurs défis auxquels l'Europe et les Européens sont amenés à faire face. Sous l'impulsion de la pandémie de COVID-19, l'UE s'attèle à accélérer le changement technologique. La préservation des valeurs de l'UE et les droits fondamentaux des citoyens sont des éléments essentiels de la transition numérique.

La numérisation est une partie cruciale dans la réponse de l'UE à la crise économique causée par le COVID-19. La pandémie a rendu la nécessité d'accélérer le passage au numérique dans toute l'Europe d'autant plus urgente.

Conforme aux choix et projets préalables, et en vue des changements immenses causés par le COVID-19, l'UE a récemment lancé plusieurs projets, alors que l'une des six grandes priorités de la Commission européenne est de créer une Europe prête pour l'ère numérique.

La boussole numérique 2030 traduit en termes concrets les ambitions numériques de l'UE pour 2030. La vision s'appuie sur la stratégie visant à Façonner l'avenir numérique de l'Europe, qui reste le cadre global. La Commission européenne a exprimé l'ambition européenne de poursuivre les politiques de numérisation qui incitent les personnes et les entreprises à évoluer vers un avenir numérique durable et plus prospère, centré sur les citoyens et où personne n'est laissé sur la touche.<sup>1</sup>

La transformation numérique en Europe est axée sur quatre piliers fondamentaux : les compétences, les gouvernements, l'infrastructure et les affaires. Le premier objectif vise une population maîtrisant le langage numérique (au moins 80% de tous les adultes devraient avoir des compétences numériques de base d'ici 2030). Cet objectif est très important et nous le saluons, mais il nous manque des références à des groupes d'âge. Selon l'ESU, les personnes dans la phase post-professionnelle de la vie doivent être soutenues dans l'acquisition de compétences en littératie numérique ainsi que tous les autres groupes d'âge. En outre, l'intégration des personnes de plus de 70 ans répond à la nécessité urgente d'inclure tous les groupes d'âge dans une population éduquée.

À notre époque, la littératie numérique doit être considérée comme une des techniques culturelles clés au même titre que la lecture et l'écriture, ouvrant une fenêtre sur le monde, apportant des connaissances et de l'information, ainsi qu'une culture générale et de la détente, en fonction des centres d'intérêt et des besoins de chaque citoyen.

Pour augmenter les compétences numériques, un Plan d'action pour l'éducation numérique (2021-2027) avait déjà été annoncé par la présidente de l'UE Ursula von der Leyen en 2019. Le Plan d'action, adopté par le Collège des Commissaires le 30 septembre 2020 est une initiative politique à long terme pour soutenir l'adaptation durable et effective des systèmes d'éducation et de formation des Etats membres de l'UE à l'ère numérique, en offrant une vision stratégique pour une éducation numérique européenne de haute qualité, inclusive et accessible, répondant aux défis posés par la pandémie de COVID-19.

Nous saluons ces initiatives européennes, qui avancent des opportunités pour un enseignement des technologies numériques d'une meilleure qualité et quantité. Or, pratiquement toutes les initiatives sont

---

<sup>1</sup> Voir: [Europe's digital transformation by 2030](#)

liées aux aspects de la vie économique, au cadre de vie des hommes et des femmes pendant leur occupation professionnelle, à l'enseignement et à la formation professionnels visant à améliorer les compétences et l'employabilité individuelles et à optimiser la vie professionnelle et économique.

## Droits de l'homme, participation et bien-être des personnes âgées à l'ère de la numérisation

Le principe du besoin pour 'tous' d'un accès à la technologie numérique a été reconnu dans des conclusions récentes du Conseil de l'Europe, mais souvent celles-ci n'ont pas été suivies par des actions concrètes en faveur des personnes âgées et des groupes vulnérables.

Les conclusions du Conseil sur 'les Droits humains, la participation et le bien-être des personnes âgées à l'ère de la numérisation', adoptées le 12 octobre 2020 sous la présidence allemande, sont particulièrement intéressantes et posent le fondement pour d'autres mesures au sein de l'UE. Les conclusions du Trio présidentiel (Allemagne, Portugal, Slovénie) en décembre 2020 donnent une suite à ces perspectives. Le Trio présidentiel appelle (point 10) à : « *Comblent la fracture numérique entre les jeunes générations et les générations plus âgées ainsi qu'entre les femmes et les hommes âgés, notamment en renforçant les différentes formes d'éducation et de formation, les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie et le développement des compétences* ».2 Dans ces documents, tout comme dans la plupart des documents internationaux sur la numérisation, le principe de 'l'inclusion numérique pour tous' est inclus. De plus, le 'Plan d'action européen pour l'éducation numérique' esquisse et promeut le besoin d'éducation numérique, mais la stratégie et les plans d'action sont presque entièrement liés à l'enseignement et à la formation professionnels, visant essentiellement à améliorer les compétences et l'employabilité individuelles. Il n'y a pas d'analyse concrète des problèmes que rencontre une personne âgée pour se lancer dans l'apprentissage numérique et s'intégrer dans la société numérique.

Par conséquent, la coopération entre les ONG européennes et nationales concernant les droits fondamentaux européens peut fortement peser dans la balance où la législation européenne sur la numérisation affecte la population âgée.

Toutes les institutions européennes et tous les Etats membres doivent garantir que tous les citoyens bénéficient de la numérisation, soient qualifiés pour la société numérique et puissent exercer leurs droits tant en ligne que non connectés – ce qui est particulièrement important pour les personnes âgées, tout comme pour les groupes de populations et les gens plus pauvres vivant dans des endroits reculés, dans des zones non numérisées. L'UE partage ces ambitions et stratégies politiques avec d'autres institutions internationales (UNESCO, UNECE, Conseil de l'Europe...) en se chargeant de la protection des droits humains, y compris l'amélioration des compétences numériques. Récemment, les Etats membres du Conseil de l'Europe ([Conférence ministérielle sur l'Intelligence artificielle — Politiques intelligentes, Défis et opportunités pour les médias et la démocratie](#) du 10-11 juin 2021) se sont engagés à protéger les droits humains dans une nouvelle société numérique, où tous ont accès aux nouveaux médias et technologies numériques, les utilisent et les comprennent, adoptent la pensée critique, l'analysent et font des choix après s'être informés. Ils voulaient s'assurer que, à tout moment, 'les seniors et autres groupes vulnérables aient le savoir, les compétences et la conscience pour accéder de manière sûre et informée à l'environnement numérique et puissent y exercer leurs droits.'

---

<sup>22</sup> <https://www.bmfsfj.de/resource/blob/163906/c2173339af6c7568dbd168b29a31b06e/trio-presidency-declaration-on-ageing-data.pdf>

Si les personnes âgées n'ont pas accès à la technologie et ne bénéficient pas de la formation nécessaire, elles seront mises à l'écart de la société, ce qui aggravera une évolution déjà inquiétante de l'isolement et de la solitude chez de nombreuses personnes âgées.

La confiance dans le processus de numérisation et le fonctionnement des systèmes de contrôle démocratique peuvent convaincre les personnes qui craignent les dangers et les impacts négatifs sur la santé ou la vie sociale. Il est donc indispensable que les gouvernements et les institutions responsables soulignent les avantages pertinents et l'utilité publique des réalisations numériques pour tous les citoyens. Il s'agit notamment des progrès considérables réalisés dans le domaine de la télémédecine, de l'intelligence artificielle et de « l'internet des objets », qui apportent des solutions, en particulier aux personnes âgées et aux personnes nécessitant des soins, et leur permettent de rester chez elles le plus longtemps possible.

De même, l'ESU appelle toutes les personnes âgées en Europe à se joindre à l'ère numérique et à s'engager dans l'apprentissage, la formation et la pratique des nouvelles technologies afin d'en bénéficier au mieux dans leur vie. Les organisations membres de l'ESU peuvent être d'un grand soutien pour motiver et inclure les personnes âgées dans leurs pays respectifs.

En outre, des institutions au niveau national et international, allant du gouvernement aux municipalités, du public au privé, de l'industrie à l'économie, sont exhortées à assurer la distribution de communication sur papier et/ou autres modalités d'information pour tous ceux qui en ont besoin.

## Médias & information : pierres angulaires dans une société numérique

La liberté d'expression, qu'elle s'exprime en ligne ou non connecté, est une des conditions préalables fondamentales pour le progrès dans une société démocratique et pluraliste. Les médias jouent un rôle de pierre angulaire comme source fondamentale d'information gratuite, comme plateforme pour débattre et délibérer, comme aide à l'information et à l'autonomisation de ses citoyens, comme appui à la transparence et à la responsabilité démocratique, jouant souvent le rôle d'observateur public.

La numérisation massive des dernières années a un impact substantiel sur le paysage médiatique et l'exercice de la liberté d'expression et d'autres droits humains. Les outils de recherche et les plateformes des médias sociaux ont largement repris les tâches du rôle des médias traditionnels. Les acteurs principaux créent ainsi un environnement propice à devenir un terrain fertile pour le phénomène grandissant de la propagande et de la désinformation. Le manque de transparence, les discours de haine et la polarisation sociale suscitent aujourd'hui un environnement de 'désordre informationnel'.

En même temps, les menaces qui pèsent sur les droits fondamentaux, la démocratie et l'Etat de droit augmentent à l'ère numérique. De grands segments de la population se tournent vers les médias sociaux comme principale source d'information, alors qu'ils sont plus vulnérables au désordre informationnel. La protection du droit de liberté d'expression est souvent attaquée. Combattre ces phénomènes de désinformation ('fake news ou infox en français') est non seulement pertinent dans le domaine des droits humains, mais est également un facteur fondamental dans la défense de l'Etat de droit et de la démocratie. Ceci fait partie de la protection du droit des citoyens à la diversité de l'information afin de pouvoir faire des choix délibérés, qui constituent les éléments de base d'une société pluraliste et démocratique. La liberté des médias, la diversité du paysage médiatique, l'indépendance et la sécurité des journalistes, l'impact des phénomènes grandissants de propagande, de discours de haine, de

désinformation ... ne sont pas seulement liés au rôle des journalistes et des producteurs de nouvelles. Cela concerne tous les membres de la société, car ce sont les éléments de base essentiels de nos droits fondamentaux en Europe.

## Le droit de participer à la société numérique

L'éducation aux médias et à l'information doit s'adresser à tous les membres de la société et toutes les politiques menées à cette fin doivent être basées sur la valeur égale de tous les êtres humains, sans discrimination. Elle doit être inscrite au curriculum dans les écoles, ensuite se poursuivre pendant toute la vie active du travail dans un apprentissage tout au long de la vie et être intégrée comme objectif dans les campagnes d'information publiques et les situations d'apprentissage non professionnel. Tous les intéressés, soit tous les niveaux des gouvernements, les fournisseurs de médias et les associations de la société civile doivent se sentir responsables de fournir à chacun les outils nécessaires pour exploiter le potentiel des médias et de l'information. Les stratégies d'apprentissage numérique doivent faire partie intégrante d'une approche de l'éducation centrée sur l'apprenant et tenant compte de l'âge, tout en maintenant le contact entre les enfants, les étudiants et les professeurs, et tenant compte des stratégies appropriées et ciblées correspondant aux personnes âgées car sans elles, celles-ci devraient souffrir le plus de la transformation numérique.

Les compétences numériques vont au-delà des requis du marché du travail. Elles offrent aux personnes de tous âges des opportunités de participer à la société et leur voix est davantage entendue dans les décisions politiques (voir ['Plateforme numérique de la Conférence sur l'avenir de l'Europe](#)). Elles doivent garantir les droits et opportunités d'épanouissement personnel et renforcer la résilience personnelle, la pensée critique et l'innovation potentielle.

Il est de toute première importance pour chaque personne d'être capable :

- D'avoir accès à l'internet ; une expansion massive d'infrastructure technique est une importante condition préalable pour créer l'infrastructure nécessaire afin de développer et se connecter avec les zones rurales pour des facilités de production décentralisée (haut débit) ; car pas de numérisation réussie sans couverture de haut débit dans toute l'Europe – zones urbaines et rurales confondues.
- De développer des compétences techniques, cognitives et sociales qui permettent à chacun de comprendre, d'analyser de manière critique et d'évaluer les contenus des médias.
- De développer les capacités à protéger la vie privée dans la sphère publique ;
- De prendre des décisions de manière informée, fondées sur des analyses critiques du contenu, des médias et de l'environnement ;
- De comprendre les implications éthiques des médias et des nouvelles technologies et de créer du contenu dans les nouveaux environnements médiatiques.

À travers des initiatives appropriées de renforcement des capacités, l'UE, les gouvernements et toutes les organisations intéressées doivent soutenir le développement des compétences en matière de médias

et d'information parmi les personnes âgées. Car les personnes âgées ont le droit de participer à tous les domaines de la société et de développer pleinement leurs capacités. Elles ont également le droit de vivre et de vieillir sans âgisme ou autres observations discriminatoires. Quand elles ont besoin d'aide pour exercer leur droit, dans un contexte social changeant sans cesse, il en va de la responsabilité des gouvernements d'éliminer les obstacles et de soutenir les membres de la société afin de les inclure dans le processus de changement permanent de la société. Les personnes âgées sont prêtes. De plus, ce ne sont pas seulement les gouvernements qui sont responsables de la mise sur pied et de l'organisation de ces initiatives. Les associations non gouvernementales ont également un rôle important à jouer. L'ESU œuvrera à une stratégie commune quant à l'échange de bonnes pratiques et la manière de soutenir les initiatives volontaires d'un apprentissage en littératie numérique tout au long de la vie.

## Inclure des objectifs et des initiatives appropriées pour les personnes âgées dans des politiques de numérisation

Maîtriser la technologie numérique est devenue une partie essentielle dans la participation pleine et entière à la société. Si nous ne fournissons pas d'accès aux services et à l'entraînement des personnes âgées dans le domaine de la technologie, les risques d'exclusion sociale, de solitude et un sentiment d'insécurité ou de désorientation vont augmenter. Cela risquerait même de mettre en danger la stabilité économique et politique des États membres de l'UE.

L'inclusion numérique est un prérequis crucial pour la connectivité et pour la capacité à participer et à contribuer à la société. Il est du ressort des gouvernements nationaux de la rendre possible pour leurs citoyens. Il revient aux fournisseurs et parties intéressées du numérique de créer de l'espace pour toutes les générations permettant d'accéder et d'apprendre, y compris les personnes âgées et les groupes vulnérables tout comme le nombre croissant de personnes atteintes de maladies de la mémoire.

Il est fermement recommandé aux politiques européens d'intégrer des mesures concrètes pour la population âgée dans leurs plans à venir, comme l'équipement des résidences pour seniors d'ordinateurs portables ou de tablettes (comme cela se fait pour les écoles), l'installation de réseaux Wifi à large bande dans toutes les institutions pertinentes où les seniors vivent ou sont actifs. Cela doit inclure toutes les zones et régions d'Europe, qu'elles soient urbaines ou rurales.

L'UE est également appelée à élaborer des concepts visant à favoriser la coopération et la solidarité intergénérationnelles afin de maîtriser ensemble les exigences de la nouvelle ère numérique.

L'ESU est convaincue que la participation active et compétente, l'inclusion de la génération plus âgée n'est pas seulement un droit pour chaque personne, mais aussi un atout pour la société. Une démocratie ne peut pas être une société résiliente si les personnes âgées sont laissées pour compte. Ainsi, les générations de 60 ans et plus sont le groupe d'âge le plus important de votants dans toutes les élections. C'est aussi un groupe de consommateurs important dans le domaine du rétablissement et de la compétitivité globale de l'économie européenne dans le futur.

## C'est pourquoi, l'UES appelle à :

- Ne pas inclure seulement les groupes d'âge jusqu'à 70 ou 75 ans, mais 'tous les âges' dans les études sur l'usage des outils numériques et la connaissance de la numérisation ; d'interpréter comme âgisme l'omission, voire l'exclusion des personnes âgées dans les études et enfin, l'exclusion des personnes âgées dans les études doit être considérée comme de l'âgisme.
- Inclure dans le 'Livre blanc sur le changement démographique' annoncé par la vice-présidente Šuica des opportunités d'apprentissage numérique spécifiques et massives pour les personnes âgées ; la Commission européenne souligne de manière inédite l'importance d'intégrer des politiques de vieillissement et invite les Etats membres à suivre cette tendance, que l'ESU est heureuse de soutenir en tant que partenaire actif.
- Des initiatives appropriées afin de les présenter dans le 'Plan d'action pour l'éducation numérique' (voir '[Plan d'action d'éducation numérique, 2021-2027](#), priorité 2, action 10) annoncé, visant une éducation et des programmes d'études professionnels ainsi que l'entraînement des professeurs dans des écoles et des institutions d'apprentissage professionnel ; la coopération entre autorités régionales ou locales et les initiatives volontaires peuvent certainement proposer une grande diversité de situations d'apprentissage mutuel.
- La Commission européenne devrait encourager et faciliter l'évaluation par chaque État membre de la compétence numérique et des besoins de sa population âgée, ainsi que l'élaboration et le déploiement de programmes ciblés de formation et de perfectionnement qui répondent le mieux aux besoins individuels de tous les pays. Cela garantira l'inclusivité et l'intégration sociale.
- Tout ceci devrait conduire le plus rapidement possible à une large mobilisation pour des initiatives à différents niveaux de gouvernement et dans la société civile et pourrait également faire partie des paramètres du semestre européen.

## Conclusion

Pour les initiatives mondiales visant à promouvoir l'éducation aux médias et à l'information, l'Europe devrait se concentrer sur la « Semaine mondiale des médias et de l'information », coordonnée par l'UNESCO depuis 2012. (Cette année, elle sera célébrée du 24 au 31 octobre 2021). Elle souligne l'importance de l'éducation aux médias et à l'information dans le cadre de la gouvernance des médias et de la communication et du droit à l'éducation. L'ESU appelle toutes les parties prenantes à prendre des initiatives pour renforcer l'autonomie des personnes de tous âges et pour garantir le droit des personnes âgées à participer au maximum aux sociétés numériques d'aujourd'hui. La littératie numérique est essentielle pour tous les États et les citoyens et indispensable pour développer une connaissance des risques et des opportunités de la technologie numérique. Il s'agit d'une responsabilité commune :

Personne ne peut rester sur la touche !